



## Dirigeants de petites entreprises et responsabilités en matière d'impôt sur les sociétés au Nigéria : étude exploratoire

Résumé de l'ATAP 15 par Kenneth Amaeshi, Bongo Adi et Godson Ikiebey  
*Traduit de l'anglais par Cyrielle Havard-Bourdais*

Comme dans la plupart des économies, les petites entreprises ont un impact significatif sur l'économie du Nigéria. Cependant, les discussions de politiques portant sur les charges fiscales ont tendance à les ignorer au profit des grosses sociétés. Cette étude porte sur la façon dont les dirigeants de petites entreprises perçoivent leur responsabilité fiscale, telle qu'intégrée dans la responsabilité sociale des entreprises (RSE). La responsabilité fiscale, au sein de la RSE, a pris récemment le devant de la scène suite à des scandales fiscaux et à des révélations d'évitement fiscal ou d'évasion de la part de grosses sociétés qui font cela aux dépens de la Société. Cependant, on en sait peu sur la RSE et la fiscalité en Afrique, particulièrement en ce qui concerne les petites entreprises, malgré le fait qu'elles représentent un gros potentiel en matière de revenu fiscal. Cette publication comble ce manque dans la littérature en explorant comment les propriétaires de petites entreprises définissent leur responsabilité fiscale dans un contexte institutionnel.

### **Pourquoi est-il important d'explorer la façon dont les dirigeants de petites entreprises considèrent leurs responsabilités fiscales ?**

Afin d'étendre l'assiette fiscale, de développer la conformité fiscale et d'améliorer sa situation fiscale, le gouvernement du Nigéria s'est engagé depuis 2016 dans plusieurs développements administratifs. Cela inclut des solutions TIC, le traitement électronique des quittus fiscaux, l'automatisation des avis de prélèvements à la

source, et le Système de déclaration volontaire d'avoirs et de revenus.

Malgré ces initiatives, la conformité fiscale est restée très faible. Plus de 530 000 nouveaux enregistrements d'entreprises ont été effectués au cours du premier trimestre 2016, soit une augmentation de 76%. Cependant, cela n'a pas débouché sur une augmentation du revenu fiscal. Seulement environ 35 pourcents des sociétés enregistrées ont pu être reliés aux données à disposition des services fiscaux. Seulement environ 5 pourcents des entreprises enregistrées ont rempli des déclarations de TVA en 2016. Pour les impôts sur les revenus des sociétés, qui représentent la plus grosse partie des impôts non pétroliers du pays, seulement 5,6 pourcents des entités enregistrées ont fait une déclaration en 2016.

Même s'il est difficile d'isoler les contributions fiscales réelles des petites entreprises, leur importance est indiscutable. Les chiffres tirés du PwC montrent que les petites entreprises contribuent à près de la moitié du PIB du Nigéria, représentent 96% des entreprises et 84% des emplois. Il est donc essentiel de comprendre comment leurs dirigeants interprètent leurs responsabilités fiscales et comment cela affecte leur conformité fiscale.

### **Que signifie le terme de responsabilité fiscale pour les dirigeants des petites entreprises ?**

Les résultats de cette études suggèrent que les petites entreprises sont tout à fait au courant de leurs responsabilités fiscales et qu'elles les

« La diversité des présentations et argumentaires utilisés par les propriétaires de petites entreprises pour parler de leurs responsabilités fiscales montre qu'ils ne forment pas un groupe homogène. Toute communication devrait tenir compte de cette diversité et être modulée afin de s'adapter aux attitudes et comportements des différents groupes. »

prennent au sérieux, qu'elles les paient de bonne grâce ou non. En se basant sur les discussions dans les groupes d'étude, sur les interviews et sur les contacts via internet avec les dirigeants de petites entreprises au Nigéria, deux principaux types de discours sur la responsabilité fiscale sont identifiables : (1) le devoir et (2) le droit. Une approche basée sur le devoir perçoit l'impôt comme une responsabilité du citoyen envers le gouvernement, qui se doit d'être remplie sans condition. Une approche basée sur le droit perçoit l'impôt comme une responsabilité du gouvernement envers les citoyens, qui se doit d'être remplie pour que le gouvernement gagne la confiance des citoyens, ce qui engendre une plus grande conformité. Ces devoirs et droits sont généralement classés en quatre thèmes : développement socio-économique, légal, moral et philanthrope.

## Economique

Les argumentaires basés sur le devoir considèrent le paiement des impôts comme un devoir des dirigeants d'entreprises afin que le gouvernement remplisse ses obligations socio-économiques. Nous appelons cette approche *la conformité avant la redevabilité*. L'imposition est vue comme une obligation ou comme une responsabilité devant être remplie pour activer les droits des contribuables à exiger des actions de la part du gouvernement. A l'opposé, les argumentaires basés sur les droits ont plus de chances de considérer les côtés positifs de l'imposition, s'appuyant sur la relation de bénéfices mutuels entre le gouvernement et les citoyens, pour commencer par le point de vue du gouvernement. Nous appelons cette approche l'exigence de la *redevabilité avant la conformité*.

## Légal

Les argumentaires basés sur le devoir considèrent l'impôt comme un devoir légal impératif devant être rempli en suivant l'esprit de la loi (l'objet de la loi tel que le législateur le voit) – *l'esprit de la loi est ce qu'il y a de plus important*. Les propriétaires d'entreprises ayant des vues fondées sur les droits conçoivent l'impôt comme suivant la loi à la lettre et semblent prêts à tirer avantage des failles.

## Moral

Les argumentaires basés sur le devoir perçoivent le paiement de l'impôt comme *'la bonne décision quels que soient les bénéfices'*, tandis que les argumentaires basés sur les droits sont échafaudés sur une rationalité instrumentale qui place la fiscalité comme étant une bonne action seulement si cela amène des avantages.

## Philanthrope

Les argumentaires basés sur le devoir considèrent la responsabilité fiscale et la philanthropie comme *complémentaires*, tandis que les argumentaires basés sur les droits considèrent la responsabilité fiscale et la philanthropie comme *substitutifs*.

## Conséquences pour la réglementation fiscale et la gouvernance

La faible conformité fiscale des entreprises semble être le plus grand obstacle à la mobilisation de revenus au Nigéria, pourtant il y a de plus en plus de pressions sur les entreprises afin qu'elles fassent preuve de responsabilité sociale. Certaines petites entreprises n'ignorent pas complètement leur responsabilité fiscale : malgré la faiblesse du système institutionnel, certaines acceptent de « faire une bonne action », considérant le fait de payer des taxes comme faisant partie de leur droit d'exploiter. Cela devrait être étudié de plus près et les services fiscaux devraient analyser comment puiser dans cette mouvance pour promouvoir une fiscalité responsable et la conformité. Les résultats de cette étude aideront aussi les services fiscaux à comprendre que la conformité fiscale doit être perçue comme étant une problématique de responsabilité sociale, la non-conformité ayant un impact négatif sur la société publique.

Cette étude souligne l'importance de la sémantique et de la présentation pour la bonne compréhension de l'éthique fiscale et de la conformité. Cela contribue en particulier à l'approche communicative dans la compréhension des comportements liés à la fiscalité chez les propriétaires de petites entreprises dans les pays émergents, ce qui est très négligé autant dans la littérature que sur le terrain ou dans les textes. La diversité des présentations et argumentaires utilisés par les propriétaires de petites entreprises pour parler de leurs responsabilités fiscales montre qu'ils ne forment pas un groupe homogène. Toute communication devrait tenir compte de cette diversité et être modulée afin de s'adapter aux attitudes et comportements des différents groupes. Comprendre la diversité de ces réponses aidera les services fiscaux à avoir une communication et une gouvernance efficaces, réduisant ainsi l'évitement fiscal et l'évasion et augmentant ainsi le revenu fiscal.

## Lectures complémentaires

**Citation:** Amaeshi, K., Adi, B. and Ikiebey, G. (2019) *Small Business Owners and Corporate Tax Responsibility in Nigeria: An Exploratory Study*, ICTD African Tax Administration Paper 15, Brighton, IDS.

## Crédits

**Kenneth Amaeshi** occupe la chaire de commerce et développement durable et directeur de la Sustainable Business Initiative (SBI), à la Business School de l'université d'Edinburgh.

**Bongo Adi** est un économiste du développement et universitaire à la Business school de Lagos (LBS) de l'université Pan-Atlantic (PAU).

**Godson Ikiebey** est chercheur en développement durable et expert technique chez ESG Advisory Associates.

L'ICTD est financé par l'UK aid du gouvernement britannique et par la Bill & Melinda Gates Foundation; cependant, les opinions exprimées ici ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles du gouvernement britannique, ni celles de la Bill & Melinda Gates Foundation. Les lecteurs sont encouragés à citer et reproduire le contenu des séries. En retour, l'ICTD requière d'être dûment mentionné et la rédaction des citations suivant le format ci-dessus.



L'ICTD est basé à l'Institut of Development Studies, Brighton BN1 9RE UK.

© ICTD 2020